Burundi : la société civile récuse à son tour le médiateur de l'ONU

@rib News, 09/06/2015 â€ Source AFP La socit civile burundaise, en pointe dans la contestation de la candidature du prsident Pierre Nkurunziza un troisime mandat, a son tour mardi, aprs l'opposition, demand l'ONU de rcuser l'actuel mdiateur dans la crise, mettant en doute son impartialit. "Les organisations de la socit civile ritrent leur volont de dialogue condition que ledit dialogue soit entour de garanties suffisantes et soit facilit selon les rgles de l'art, lesquelles supposent l'impartialit, la neutralit et l'objectivit", crit l'un de ses dirigeants Nshimirimana, dans une lettre au secrtaire gnral de l'ONU.

"Si l'initiative de dialogue n'a pas produit de rsultats, c'est essentiellement parce que le mdiateur n'a pas pris en compte les aspects conomiques pour la conduite et la ralisation d'un dialogue fructueux dans la gestion d'un conflit, ce qui le pousse demander sa rcusation", poursuit-il. "Il serait plutt sage de dsigner un autre mdiateur qui inspire confiance toutes les parties", souligne Me Nshimirimana, rappelant que l'opposition a dj demand le remplacement de l'actuel, l'algrien Sad Djinnit, envoy spcial des Nations Unies dans la rgion des Grands-Lacs, en l'accusant "d'avoir montr un ct penchant pour le gouvernement". La socit civile reproche M. Djinnit de ne pas aborder dans ses consultations "la question (...) du troisime mandat" que brigue M. Nkurunziza, dclencheur de la crise actuelle. Elle dnonce galement son "incapacit rsoudre les questions pralables notamment la libration des centaines de manifestants (...) l'annulation des mandats d'arrt dlivrs contre les leaders du mouvement de contestation (...) pour leur permettre de participer au dialogue, la rouverture des mdias ainsi que l'engagement formel de la police ne plus tirer sur les manifestants". La socit civile s'interroge galement sur "les critres ayant guid le mdiateur dans le choix et l'invitation des participants ce dialogue", dnonant l'absence de certains dirigeants du mouvement de contestation, dont certains font l'objet de mandats d'arrt pour "incitation l'insurrection". Elle rclame enfin que les pourparlers se droulent "sur un territoire neutre", estimant qu'un "dialogue franc et sincre est quasi-impossible" au Burundi "o certains leaders de l'opposition ou de la socit civile ne peuvent pas sortir de leurs rsidences (...) tant que des dizaines d'autres sont contraints l'exil". L'ONU a initi courant mai des ngociations pour tenter de dsamorcer la crise au Burundi, mais celles-ci n'ont pour l'instant pas progress.